

Paroles

Sébastien, 25 ans, « travailleur politique » au Parlement européen

durant le second semestre de l'année 2008, la France a présidé le Conseil européen. La « présidence française » a ainsi attiré l'attention des médias nationaux et d'une partie de l'opinion publique. Dans le même temps, loin des projecteurs et des autosatisfactions du président de la République française, quelques stagiaires au Parlement européen, en lien avec l'association Génération Précaire, tentaient de se mobiliser pour l'obtention d'un statut et la reconnaissance de leur travail au sein de cette assemblée. Sébastien fait partie de ces jeunes précaires mobilisés qui font face à une douloureuse alternative : soit quitter la précarité en partant du Parlement européen, soit rester au Parlement en enchaînant stages, contrats à durée déterminée et bénévolat.

Texte mis en forme par
Laurent Willemez

C'est pour valider son master de science politique que Sébastien a trouvé un stage au Parlement européen auprès d'une parlementaire française, membre du Parti socialiste européen, le groupe parlementaire qui réunit les députés des partis socialistes et sociaux-démocrates des pays de l'Union européenne. Bien que stagiaire, il se voit très vite confier des tâches d'assistant parlementaire. Il est fier d'effectuer ces missions et s'investit beaucoup dans ce travail qui est d'abord, pour lui, un « travail politique ». C'est d'ailleurs ce qui le différencie d'autres collaborateurs d'élus, stagiaires ou assistants : Sébastien ne conçoit pas de faire ce travail en simple technicien du processus législatif ou de la rédaction d'amendements. Il partage les idées du député qu'il sert et il s'efforce de les défendre dans toutes les situations : au sein de la délégation socialiste française au Parlement européen, où plusieurs courants coexistent, auprès d'autres députés ayant en charge les rapports parlementaires sur lesquels il tente d'intervenir, mais aussi en dehors du Parlement européen, au sein de sa section locale du parti socialiste, auprès de ses amis et de membres de sa famille. Il est ainsi triplement engagé : engagé au sein du parti socialiste, engagé – dans les deux sens du terme – auprès de sa député et engagé au niveau européen.

Mais ce militantisme lui coûte cher. Tout en étant assez bien défrayé, Sébastien sait qu'il ne peut espérer que des « petits boulots » ou des stages plus ou

moins rémunérés. Faute de mieux, il semble pour l'instant accepter cette situation, comme si elle était l'inévitable voie d'accès au « travail politique » qu'il a choisi. Mais le coût le plus élevé est peut-être celui du « désenchantement », à peine avoué et aussitôt requalifié en « côté positif du désenchantement » lorsqu'il se permet de rappeler les responsables politiques à « la réalité ». Pour lui, c'est aussi une façon de ne pas se laisser enfermer « dans la bulle », comme tous ceux qui travaillent dans les institutions européennes.

Sébastien : Il y a plusieurs types de stagiaires au Parlement européen. Certains travaillent pour les acteurs politiques, ce que je fais, d'autres pour les groupes ou pour le Parlement européen, le secrétariat général du Parlement et les commissions parlementaires. Sur cette base-là il y a aussi trois statuts différents. Ceux qui travaillent pour les acteurs politiques, ils n'ont pas de statuts bien définis et c'est les acteurs politiques qui les paient en fonction de ce qu'ils veulent payer, de ce qu'ils peuvent payer ou pas car il y en a d'ailleurs qui ne les paient pas. Ce que je fais, moi. Pour les groupes politiques, ça dépend. Au Parti socialiste européen ils rémunèrent très bien leurs stagiaires, autour de 1 500 euros avec différents avantages. Après, pour les autres groupes ça dépend. Pour le Parti populaire européen, je ne sais pas trop mais j'ai une copine de ma promo qui avait fait un stage de trois mois et qui n'était pas payée du tout. Et puis pour le Parlement européen, c'est une procédure comme celle pour faire un stage à la Commission. Il y a une rémunération de l'ordre de 1 300 euros, ils ont le droit d'aller une fois à Strasbourg, pas plus. Mais ils n'ont pas beaucoup de travail, ils n'ont pas vraiment de missions. Le stage officiel du Parlement européen c'est plus un stage où vous êtes entre les murs, vous allez suivre les travaux d'une commission parlementaire bien précise pendant trois mois, vous allez profiter justement d'une sorte d'acclimatation avec les institutions européennes. Ils ont des comptes-rendus à faire... mais c'est très très léger, ça leur laisse beaucoup de temps pour faire... des activités externes.

Et donc déjà au sein de l'association des stagiaires, on retrouve ce clivage où les gens qui travaillent pour des acteurs politiques comme moi, qui aimeraient s'investir mais qui n'ont pas le temps de s'investir parce que nous on nous demande de faire énormément de choses, on est là comme une variable d'ajustement, il y a beaucoup de boulot, ils vont profiter de prendre un stagiaire pour faire le travail et pour le former. Et donc au début, faire le stage pour un acteur politique ça demande énormément de temps ! Je me souviens que les deux premiers mois j'avais beaucoup de mal, je finissais tard et j'avais pas de temps à investir dans l'association des stagiaires. Alors que dans les groupes politiques ou au secrétariat ils ont plus de temps et donc ils trustent un peu les postes les plus importants, et on n'a pas vraiment la possibilité d'intervenir au sein de l'association des stagiaires. [...]

Cela dit, par rapport au statut des stagiaires, on a rencontré là-dessus un des vice-présidents du Parlement, Onesta, qui est assez engagé sur le statut des assistants et sur le statut des stagiaires. Au sein de la délégation socialiste française il y a une assistante que je connais, qui bosse beaucoup sur le statut des assistants. Le truc c'est que tant que les assistants n'auront pas un vrai statut, défini en tant que tel, ça ne pourra pas se faire sur les stagiaires. Ce sera un petit peu vain de se battre pour le statut des stagiaires. En fait, avoir un statut de stagiaire avec des rémunérations minimales quand c'est même pas en place pour les assistants, ça serait

en fait faire pression sur les politiques, sur le salaire des assistants, donc ce serait faire les choses à l'envers. Faire les choses dans l'ordre ce serait que le Parlement donne un statut clair à ses assistants, pour qu'après les stagiaires puissent suivre et revendiquer quelque chose de minimum.

Les assistants n'ont pas de statut ?

Les assistants sont dans une bataille politique pour avoir un statut commun, pour être reconnus en tant que travailleurs de l'Union européenne. Moi je ne connais pas très bien ce qui se passe sur les assistants mais je sais qu'il y a des disparités de salaires énormes !

C'est à la discrétion des députés ?

Les députés ont une enveloppe, 14 000 ou 15 000 euros qui leur permet de payer les assistants. Ils ont une enveloppe supplémentaire pour des frais de communication. Mais cette enveloppe de 14 000 euros leur permet principalement de payer des assistants et ils ne peuvent pas y toucher autrement qu'en payant des assistants parce que c'est géré par le Parlement européen. Donc souvent, les députés ont deux à trois assistants. Après, ça dépend de la nationalité. Pour la délégation socialiste française, ils ont un assistant à Bruxelles et deux assistants en France. Ce qui traduit aussi leur intérêt réel pour les questions européennes... Pour les Italiens, c'est la même chose. Les Espagnols un peu moins.

Et les stagiaires c'est en plus ?

Oui. Moi je n'ai pas à me plaindre parce que ma député, elle me traite bien mais il y a des stagiaires qui ne sont pas payés... Moi ça fait longtemps que je suis stagiaire, donc j'ai un statut un peu particulier et ça se ressent dans ce que je fais [...]

Donc tu es stagiaire depuis... ?

Stagiaire assistant depuis avril. Ça fait donc huit mois.

Comment es-tu arrivé là ?

En fait je faisais un mémoire de master 1 en science politique et j'avais choisi de le faire sur des députés régionalistes d'extrême droite au Parlement européen, parce que je revenais d'une expérience Erasmus en Italie et j'avais des interrogations sur l'extrême droite italienne, Ligue du Nord et comme je suis frontalier avec la Belgique, j'ai toujours eu des interrogations sur le Vlaams Block. Et pour alléger mes journées, pour rencontrer d'autres personnes que des gens d'extrême droite, j'avais sollicité ici, au Parlement européen, des entretiens avec des députés socialistes. Parce que bon, moi je suis militant socialiste. J'étais déjà militant socialiste. Et cette députée, c'est la seule qui m'a répondu. C'était en fin de journée, elle avait fini sa journée, elle avait envie de prendre un verre et elle m'a invité. On a discuté pendant deux heures et comme le contact est bien passé je lui ai demandé si je pouvais faire un petit stage de deux ou trois semaines à la fin de l'année universitaire. On a gardé contact et j'ai pu

effectuer mon stage de fin d'étude de master 2 dans son équipe. Au départ je devais faire un stage jusqu'en septembre. Mais il s'est avéré qu'il y avait pas mal de boulot avec la présidence française, que moi je travaille sur les questions d'environnement et de santé et que la présidence française s'est fixé comme objectif le paquet énergie climat. Moi ça m'intéressait. Je voyais que j'avais pas cherché de boulot simultanément, donc j'ai demandé qu'elle me prolonge mon stage jusqu'en décembre. Donc elle a augmenté un peu ce qu'elle me donnait comme argent, mais je reste stagiaire jusqu'en décembre. Cela dit, je pense que je vais finir dans deux semaines parce que j'ai trouvé quelque chose dans la communication politique.

Sur les questions européennes ?

Ce serait un contrat pour faire trois livrets... En fait, sur leur enveloppe, certains députés de la délégation socialiste française ont un surplus, donc ils ont appelé un cabinet de consultants en économie sociale pour avoir une sorte d'action de communication politique sur des solutions à apporter à la crise financière. Et donc ils ont appelé ce cabinet de consultants pour avoir quelqu'un pour un mois, un mois et demi. Ils ont dit qu'ils mettraient le surplus de leur enveloppe là-dessus. La personne qui travaille pour ce cabinet de consultants je la connais parce que c'est un ancien assistant de François Hollande quand il était au Parlement européen et qui travaille surtout sur les questions d'économie sociale. La député pour

laquelle je travaille est présidente de l'intergroupe économie sociale au Parlement européen. Donc j'ai créé un lien comme ça avec lui. Quand cette action de communication a été proposée, lui, il m'a proposé directement. Comme on me connaît parce que je fais partie du même courant au PS, c'était OK.

C'est pour un mois et demi...

Oui. Mais je me suis aussi positionné sur des places dans des cabinets de présidents de conseils régionaux. Je suis sur plusieurs pistes : en Aquitaine, Champagne-Ardennes... des postes de cabinets locaux. Une expérience de cinq ou six mois dans des cabinets d'élus locaux sur des questions très politiques ou environnementales, ça ne peut pas être négatif. J'ai fait ce calcul-là. J'aurais pu rester, j'ai essayé de postuler sur des postes d'économie sociale au niveau européen, *lobby* de l'économie sociale, mais c'est que des postes assez mal payés, un peu plus du SMIC en fait, alors que les postes de collaborateurs d'élus c'est le double d'un SMIC. Donc à un moment il y a ce choix-là aussi. C'est des postes qui sont rares, difficiles à avoir. J'ai fait deux entretiens, il y en a un que j'ai failli avoir mais ça ne s'est pas fait. Ils ont pris quelqu'un qui était italien natif, donc... On était 4 sur 200 à avoir fait l'entretien, donc je ne suis pas passé loin. C'était un poste de représentant des coopératives italiennes ici à Bruxelles dans une équipe. J'ai eu cet échec qui m'a déçu pas mal et donc après, je suis parti en me disant que j'allais faire du travail politique.

Parce que toi, tu mets l'accent sur la dimension politique du travail de l'assistant ou du stagiaire ?

Oui. Il y a deux manières de concevoir les choses. Je pense que les deux choses peuvent être conciliables mais... Il y en a qui font les choses de manière très technique et exclusivement technique et d'autres qui allient le technique et le politique. Ensuite ça dépend de... Moi je suis plus politique mais je connais des gens qui vont faire leur travail de manière technique et qui pourraient le faire pour n'importe quel groupe. La ligne politique c'est pas eux qui la décident. Ils n'ont aucun intérêt pour la politique en général, la ligne politique est dictée par le député et en fonction de ça, ils vont proposer des amendements, ils vont préparer des discours, des amendements, des notes au député en fonction de ce que le député pense. Il y en a qui le font comme ça. Moi, je pense que c'est un travail politique parce que si on veut prendre plaisir à faire ce travail, si on veut en tirer une certaine satisfaction, il faut ressentir les choses aussi de manière politique. Si on se bat pour quelque chose, au bout d'un moment, il faut arriver à déceler ce qui est une victoire politique ou ce qui est une défaite politique. Et là, le technique ne suffit plus. Faire le travail d'une manière exclusivement technique c'est... c'est déprimant. Moi j'en connais certains, ils ne sont pas intéressés par la politique mais ils le font que pour le salaire, que pour les avantages qu'ont les assistants, en tous les cas les assistants des socialistes français, ils sont tout

à fait capables de le faire à droite ou à gauche, ils ne se rendent pas compte de la teneur politique de ce qu'ils font ! Ils sont complètement dépassés ! Ils savent écrire des amendements tout ça mais... bon, moi c'est pas ma façon de voir les choses. [...]

Toi, tu es encarté, militant. Depuis longtemps ?

Moi j'ai un parcours militant un peu particulier. J'ai commencé à 17 ans quand je suis arrivé à la fac... En fait, j'ai toujours été très politisé, ça m'a même posé des problèmes quand j'étais au collège ou au lycée, j'ai eu des embrouilles avec des profs d'histoire par exemple où j'étais pas d'accord, l'histoire c'est très politique donc... bon. Quand je suis arrivé à la fac, à la fac d'histoire, je me suis inscrit à l'Unef, au MJS et au PS. J'avais 17 ans. À l'Unef j'ai arrêté au bout d'une fois où je suis allé voter et j'ai vu qu'on avait voté avec mon nom, donc c'est des pratiques... j'ai arrêté. J'ai essayé SUD, mais SUD c'est un peu trop trotskyste à mon goût, j'ai arrêté SUD. Donc j'ai arrêté le militantisme étudiant.

Donc tu as toujours milité. Tu viens d'une famille politisée, des militants, des élus ?

Non, j'ai aucun élu dans ma famille. Mon père a été élu entre 2001 et 2008, mais ils habitent dans un village de 70 habitants donc il n'y a rien de politique à ça. Cela dit mon père a été au PS dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Il a rendu sa carte mais sur des conflits

locaux... Bon, c'est quelqu'un de gauche, aujourd'hui c'est même quelqu'un de très à gauche. Maintenant il est dans un militantisme associatif, sur des questions environnement, locales... Il a soutenu un peu Bové comme ça... C'est la politique à sa manière. Ma mère n'est pas du tout politisée. Je ne viens pas vraiment d'une famille politisée. Du côté de mon père, un peu, parce qu'il venait du bassin minier, mais ils sont pas politisés, ils votent mais ça n'a jamais été des grands grands militants. Pour moi, je ne sais pas pourquoi... Mais je sais qu'il y a quand même une influence du côté de mon paternel.

Il venait du bassin minier, il était ouvrier ?

Non, il venait d'une famille d'ouvriers miniers dans le bassin minier à Hénin-Beaumont et lui il était chef de service de la protection judiciaire de la jeunesse. Il coordonnait le travail d'éducateur de la protection judiciaire de la jeunesse. Il avait été avant éducateur de la protection de la jeunesse. Mais, par contre, il a pris sa retraite à 56 ans plus pour des raisons politiques. Il voyait que la justice française était en train de changer de manière d'appliquer la justice, surtout sur les mineurs. Bref il en avait marre ! Donc il a une vraie conviction politique, il a un vrai positionnement politique, il a toujours voté à gauche je le sais très bien, il n'a même pas voté Le Pen-Chirac en 2002 parce qu'il préférerait ne pas voter. Il a toujours voté exclusivement à gauche donc forcément j'ai cette influence-là mais il n'y a jamais eu de militantisme énorme. Mais moi j'ai tou-

jours été attiré par ça et j'ai des souvenirs... en primaire, le prof qui faisait le tableau des temps avec PS, passé simple, et PC passé composé, pour moi c'était parti socialiste et parti communistes alors que j'étais en CE2 ! [...] J'ai toujours été très politisé. Je sais que mon père pour me faire plaisir le jour de mes 12 ans m'avait emmené à l'Assemblée nationale. Pour moi c'était... ! J'ai toujours été très attiré par ça et je ne comprends pas parce que c'est pas le cas de mon frère et ma sœur, plus jeunes. Eux, ça ne les intéresse pas. Je leur dis pour qui voter en fait. Ils suivent ce que je leur raconte. Mais après j'ai toujours cherché à m'engager, j'ai toujours été délégué au collège, au lycée, à la fac aussi. J'ai toujours voulu suivre un engagement.

Et par rapport à tes engagements militants, le fait d'être au Parlement européen est-ce que ça n'apparaît pas un peu comme faire de la politique molle, du consensus ?

C'est vrai. Faire de la politique au niveau européen, c'est pas... maintenant quand je rentre chez mes parents, en plus j'habite pas loin et je m'en rends compte beaucoup plus quand je discute avec des collègues stagiaires. C'est que quand je rentre, j'assure le service après-vente. Ben oui ! je passe mes soirées avec des copains à parler de ce qui se passe au Parlement européen. Il y a deux semaines je suis rentré, il y avait une soirée d'anniversaire, et l'oncle de mon amie me dit « c'est vous qui travaillez au Parlement européen ? » et donc j'en ai pour deux heures à expliquer ce qui se

passé sur tel et tel sujet ! Donc ça apparaîtrait comme de la politique molle. Il y a ça. Il y a autre chose, c'est au niveau de ma section. J'ai changé de section il y a pas longtemps, j'aurais pas dû le faire mais bon. J'ai changé, je suis passé de la section près de chez mes parents à celle de Lille où j'étais à la fac et j'ai pas du tout d'assise avec cette section. Et donc j'ai complètement perdu pied avec mon action militante. C'est-à-dire que je ne parle pas du Parlement européen avec des anciens camarades avec qui je militais et qui ne sont pas au Parlement européen. Donc je ne parle pas de ce que je fais avec des gens qui sont encartés au PS mais qui font pas ce que je fais. Après j'ai des discussions avec des anciens amis du master qui sont allés faire du local et qui sont plutôt engagés au niveau local et avec qui j'en parle. Avec eux, j'en parle. Alors c'est vrai que pour eux, c'est quand même une vision de la politique de compromis. Politique un peu molle. Mais bon, ils ne peuvent pas me le reprocher parce que j'ai toujours été à gauche du PS et ils savent bien pour qui je suis. Donc ils ne me le disent pas à moi, mais ils le diront plus à d'autres qui sont plus sur des positions majoritaires au sein du PS et prêts à accepter le compromis. Moi je suis pas trop comme ça [...].

Et là, toi tu travailles au Parlement, tu habites à Bruxelles depuis huit mois, tu es en contact avec des Bruxellois ou tu restes parmi le monde des professionnels de l'Europe ?

C'est plutôt le monde des professionnels de l'Europe. C'est difficile de s'en sortir

et encore plus, moi, les contacts que j'ai, c'est au sein de la délégation socialiste française donc c'est avec des Français. J'arrive pas encore à faire la bise à la belge parce que je suis qu'avec des Français ! Je peux pas prendre une habitude qui n'existe pas chez moi ou alors avec les stagiaires, mais ça reste très européen, j'ai des amis stagiaires belges, suédois, espagnols, de toutes les nationalités. J'ai pas d'amis bruxellois belges. Il y a des gens dans mon quartier que je salue, avec qui je peux discuter mais...

Pour eux, tu fais partie de ceux que les Bruxellois appellent « les Européens », ceux qui travaillent dans les institutions européennes ?

Non, je leur en parle pas. Je suis un jeune Français qui travaille à Bruxelles, ils se doutent bien que je dois faire un travail comme ça. Bon, je suis de passage aussi. En plus, mes parents n'habitent pas très loin, donc je rentre souvent...

Vous êtes un peu dans votre bulle alors ?

Carrément dans notre bulle ! c'est clair ! On est complètement déconnectés ici, c'est assez grave : Il faut les voir tous les assistants ils sont complètement déconnectés des problèmes locaux, du militantisme local...

Même chez les Belges ?

J'en connais un peu des assistants belges mais je n'en ai jamais trop parlé avec eux de ça... Ça dépend si l'assistant est juste

un technicien ou si c'est un politique. Si c'est un politique, non.

Et actuellement tu gagnes combien ?

J'ai un fixe de 500 euros et après j'ai des frais en plus selon que je vais à Strasbourg. Bon, j'y vais toujours donc j'ai toujours entre 200 et 500 euros en plus... L'assistant c'est 2 500 euros environ. Et puis il est défrayé de tous ses déplacements à Strasbourg ou ailleurs... Chez les assistants français, le salaire de base c'est... le plus bas c'est 1 800 ou 1 900 mais il n'y en a qu'un qui l'a et ça peut aller jusqu'à 4 000 euros. Le salaire normal c'est 2 500.

Ils sont impossibles pour l'administration belge ou française ?

Ça dépend de leur contrat, c'est eux qui décident. Ils sont en taxation française, sur les bases d'un contrat français d'expatrié. [...] Ceux qui travaillent dans l'administration ici ils ont des « nets » à 4 ou 5 000 euros. C'est énorme ! Franchement ! Mais bon, moi j'ai pas voulu me placer aussi, c'est de ma responsabilité, hein ? Par exemple un autre copain de promo, lui il a eu une proposition juste après son stage parce qu'il y avait l'assistant qui partait, parce qu'il avait aussi un positionnement qui arrangeait son député. C'est une conjonction des deux qui a fait que. C'est très rare. Bon, c'est précaire parce qu'au mois de juin, ça risque de changer. Mais... ça va quand même, parce qu'il va être payé jusqu'en juin, 2 500 par mois, en juin il va avoir ses trois mois d'indemnité de

licenciement et si son député est réélu il aura ses trois mois quand même et un nouveau contrat en juillet ! Il est difficile de se plaindre dans ces conditions ! Et après quand on a été assistant quatre ou cinq ans dans ces conditions, sur certains sujets, il n'y a pas de problème d'aller chercher du travail chez les *lobbyistes* bien payés. Il vaut mieux ne pas faire trois mandats d'assistant. Au deuxième il faut arrêter, il vaut mieux, hein ? Un ou deux, ça suffit. Après, ça devient fatigant.

Ton expérience au Parlement européen a changé ta vision de la politique et de l'engagement politique ?

Oui, ça a énormément changé ! Il y a une évolution dans ma vision de la politique. Je suis beaucoup plus cynique aujourd'hui que je ne pouvais l'être. Beaucoup moins... Il y a une désillusion. Travailler comme collaborateur politique, travailler dans la politique, être dedans, c'est aussi accepter une désillusion, un désenchantement, et c'est voir aussi l'envers du décor. Je suis au parti socialiste, je sais que ça ne va pas bien en ce moment, et qu'en plus au niveau médiatique on nous met en face de ça... Bon, à droite c'est pareil, d'après les amis que j'ai. Donc il y a un désenchantement par rapport à ça. Sur la politique nationale, locale et sur la politique en général, comment faire de la politique, comment agir ? Il y a du désenchantement et puis il y a aussi le côté positif du désenchantement. Il faut dire que ces gens, les élus, les responsables politiques, la plupart du temps,

ce sont des gens accessibles, des gens avec qui on peut discuter, aller boire un verre, boire une bière et dire : « Alors, qu'est-ce que tu penses de ça, de ça ? » Donc le côté positif du désenchantement c'est qu'on arrive quand même à dire aux élus : « À un moment il faut descendre sur terre. » ■